

n'accordait pratiquement aucune importance à la recherche et au développement.

Si j'étais au nombre de ceux qui attendent des promesses d'avenir, j'hésiterais vraiment à me fier aux libéraux pour augmenter les contributions en matière de recherche-développement suffisamment pour accélérer notre croissance économique.

Il est vrai que le gouvernement actuel a créé le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie et les réseaux nationaux des centres d'excellence, qu'il a offert des bourses aux étudiants en sciences et qu'il a adopté de nouvelles mesures stratégiques. Mais, pour l'essentiel, quand l'on sait que le premier ministre a déclaré qu'il fallait doubler la proportion de nos dépenses en recherche-développement, c'est un vrai fiasco.

En 1985, 1,4 p. 100 de notre produit intérieur brut a été affecté à la recherche et au développement et en 1989, 1,32 p. 100. En fait, je remarque avec effroi que ces chiffres suivent exactement la tendance amorcée par M. Trudeau en 1968. La même situation va-t-elle se répéter? Apparemment, de nouveaux fonds seront affectés à certains nouveaux programmes dont je viens de parler. J'ai déjà indiqué que nous devons comprendre qu'une stratégie visant à accroître les activités de recherche-développement ne mène à rien sans les ressources humaines nécessaires pour effectuer ces recherches et fabriquer les produits mis au point grâce à ces recherches.

Je tiens à apporter cette précision au sujet des propos du premier ministre rapportés dans cet article souvent cité. Il faut comprendre que le financement des programmes établis profite non seulement à l'assurance-maladie mais aussi à l'enseignement postsecondaire. Les libéraux et les conservateurs se sont attaqués à ce programme. En 1983, la garantie de revenus en a été supprimée. Puis encore en 1983, en 1984 et en 1985, le programme a été touché par le plafonnement de 6 et 5 p. 100 imposé à l'époque. C'est ce que le premier ministre a dit. Voici ce qu'a dit le premier ministre, qui était alors chef du parti qui allait arriver au pouvoir: «Il est important que le programme de restriction 6/5 du gouvernement fédéral ne soit pas appliqué dans le domaine de la recherche et du développement. Le Conseil national de recherches. . .» Qu'a fait le gouvernement? Il a fait ses propres coupes en 1985. Dans trois budgets consécutifs, y compris le dernier, il a attaqué le financement des programmes

Les crédits

établis au point où le total des coupes passées et à venir entre 1984 et 1995 s'élève à près de 9 milliards.

• (1600)

Le ministre se plaint à qui veut l'entendre que l'industrie ne dépense pas assez pour la recherche et le développement, comparativement aux autres pays. En fait, depuis 1985, l'industrie a augmenté ses dépenses dans ce domaine de 5 p. 100, tandis que le gouvernement a réduit les siennes de 4 p. 100.

Examinons les statistiques pour voir quels changements importants se sont produits dans la situation. Comparé à huit pays comparables de l'OCDE au point de vue du pourcentage du PIB qu'il y consacre, le Canada se classe dernier en ce qui concerne les dépenses totales en matière de recherche et de développement, dernier au point de vue de la recherche et du développement financés par l'industrie, avant-dernier pour la recherche et le développement financés par le gouvernement et dans la moyenne pour la recherche et le développement effectués par le gouvernement lui-même. Dans tous les autres domaines, nous sommes derniers ou avant-derniers et le gouvernement n'a rien fait pour modifier sérieusement la situation.

Non seulement il n'a pas fait plus de recherches, mais il n'a pas appuyé suffisamment nos universités.

On doit reconnaître, cependant, que le gouvernement a mis sur pied le programme de financement de contrepartie pour les universités, mais ce programme est maintenant menacé. Tout ce que j'espère, au bout du compte, c'est que le gouvernement tiendra compte des recommandations du rapport Lortie, le rapport du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, selon lequel nous devrions doubler la subvention accordée aux conseils dispensateurs au cours des trois prochaines années et augmenter ensuite le montant de cette subvention d'une fois et demie le taux de croissance du PIB. En recherche pure ou en recherche industrielle, nos efforts sont insoutenables sans les effectifs nécessaires.

Nous sommes maintenant dans un dilemme absurde puisque notre industrie technologique de pointe obtient du ministère de l'Emploi et de l'Immigration la permission de faire venir des gens mieux formés de l'étranger parce que nous ne formons pas de tels gens au Canada et que nous sabrons dans les fonds mis à la disposition des universités.

On parle de formation alors que 20 p. 100 de la population canadienne est analphabète. On ne peut faire de la recherche et du développement de qualité, qui relance-